

EU/Greece: Epic drama, not tragedy

PIERRE BRIANÇON

breakingviews.com

Never mind the denials and semantics: the European Union will help Greece cope with its financial problems because it has no choice. That is the political reality. Whether aid comes in the form of bilateral loans from euro zone member countries, or via special facilities that are possible under the existing treaties, it has become clear that Athens will not be left out in the cold. Yet jittery markets do not seem to be convinced, and have sent Greek sovereign spreads to record highs in the last two days.

Investors seem to be taking at face value the official protestations that Greece must – and indeed will – deal with its problems by itself.

A feverish poker game is likely to intensify in the coming days – and perhaps until mid-February, when EU leaders will scrutinise the Greek government's plan to drastically cut down its deficits. Around the smoky table sit Greece and the rest of the European leaders who want to make sure that maximum – but not fatal – pressure is applied to Greece so that both its government and its people understand how radical its turnaround plan must be. Then there are the markets, not sure who is bluffing, and frantically biting their nails as stakes rise.

Investors are testing the limits of euro zone solidarity, and are challenging EU member countries to tackle the problem of their balloo-

ning deficits. Greece, in this respect, is mostly seen as the first and weakest link that could be followed by, say, Spain or Portugal. But the EU, Greece included, is keen to send the message that the fort will hold – and that it doesn't mind some weakening of the euro, which would help boost exports.

Greek sovereign debt is likely to be prone to wild swings in the weeks leading to the EU finance ministers meeting next month. With its fraudulent statistics, corruption and massive tax evasion, Greece surely has serious local problems. But markets want credible reassurance that European governments will do what it takes to deal with their deficits and long-term debt challenges. In that respect, the intensifying Greek drama is about more than Greece.

Context News. European Union leaders this week sent mixed messages about their willingness to assist Greece in its current debt crisis, as George Papandreou, the country's prime minister, reiterated that his government wasn't seeking outside help to cope with its problems. Alistair Darling, the UK finance minister, insisted on Jan. 29 that «the euro area has primary responsibility for anything that might be happening». High-level EU officials have indicated that Greece, in the last resort, could receive some form of financial aid from euro zone governments, according to various media reports. The Greek budget deficit amounted to almost 13 percent of GDP in 2009. ■

Grande apocalypse écologique ou fin de la guerre de tranchées?

L'incontournable bien-pensance de la fashionaria écolo-durable occulte parfois les véritables enjeux de ce monde.

BARBARA POLLA*

A Lucerne, les 16 et 17 janvier, René Stettler, spécialiste du «savoir hybride», a organisé une nouvelle fois la Biennale suisse de science, technique et esthétique, cette année sur le thème «Le Grand, le Petit et l'Esprit humain» et invité, comme à son habitude, les plus grands spécialistes d'univers très différents – savoir hybride oblige. Réussir à chaque fois à réunir plusieurs centaines de personnes sur un thème de cette envergure, l'un des secrets bien gardés de Stettler. Mais alors que, par le passé, Stettler avait abordé des thèmes hors du temps comme celui de la physique quantique – ou de l'esthétique des liens – en cette année 2010 il n'aura malheureusement pas su résister à l'incontournable bien-pensance de la fashionaria écolo-durable. Ou quand Margaret Wertheim, physicienne australienne recyclée historienne de la physique à Los Angeles, se lamente de voir que des chercheurs forcément fous dépensent l'argent des contribuables pour trouver la TOE (Theory Of Everything) alors que cet argent devrait évidemment être investi pour l'avenir de la Planète. Comme si démocratie voulait dire: les penseurs éclairés (ceux de l'écologie donc) expliquent au peuple ce que le peuple doit dire aux chercheurs de chercher... La liberté de la recherche ne pèse pas lourd face à l'apocalypse promise selon Wertheim. A l'opposé de cette apocalypse obligée, un autre exégète de la science, John Horgan, a évoqué quant à lui la fin de la guerre. Possible ou impossible? Dans un premier temps, Horgan a utilisé, pour explorer cette question, une approche «épidémiologique» et pragmatique: le questionnaire. Les réponses de l'immense majorité des personnes interrogées auraient pu sembler sans appel: «La fin de la guerre est impossible, la guerre est inscrite dans nos gènes, elle fait partie de l'humain». Mais pour Horgan, qu'à cela ne tienne! Il change son fusil d'épaule et choisit alors l'approche anthropologique. Non, l'humanité n'a pas toujours été affligée par la guerre – pourquoi ne pourrait-elle donc pas s'en passer à l'avenir? Horgan souligne que comme pour toute chose, si l'on veut vraiment qu'elle arrive, il faut commencer par la dire possible. Et de regretter avec nous que le Président Barack Obama, Prix Nobel de la Paix 2009, n'ait pas osé affirmer cette possibilité. Mais quels sont donc les mécanismes qui nous empêchent aujourd'hui de penser que la fin de la guerre est possible? Mécanismes économiques, financiers et politiques, certes, mais aussi mentaux, suggère Horgan. Pourquoi les soldats de retour du Golfe, d'Irak ou d'Afghanistan n'ont-ils cessé de vouloir re-

produire leur vécu, fût-ce par des jeux, plutôt que d'être porteurs de la fin de la guerre? Diverses possibilités psychologiques furent évoquées, mais en oubliant le rôle probablement énorme de l'esthétique de la guerre: esthétique des machines, des costumes, du feu, des cieus enflammés, des explosions. Une esthétique politiquement incorrecte qui manque de ce fait même de l'analyse qu'elle nécessite impérativement, si tant est que la fin de la guerre reste un objectif au moins aussi désirable que sa poursuite. Michel Bitbol, docteur en médecine et en physique, directeur adjoint du Centre de recherche en épistémologie appliquée (CREA), reprendra quant à lui son concept de «tache aveugle» de la connaissance, similaire à la tache aveugle de notre vision: notre ignorance de la conscience ou, après Edgar Morin, notre inaptitude à penser ce que nous savons. Bitbol suggère que ce dont nous avons le plus besoin aujourd'hui, ce n'est plus tant de théories, que d'un «faire» – la science notamment, mais aussi la politique – qui remette l'individu au cœur de son savoir.

En conclusion, le Grand, le Petit et l'Esprit humain? Le petit: ce que peut faire l'homme. Le grand: ce

que peut faire l'homme. L'esprit humain: ce qui nous permet, parfois, de passer du petit au grand. Deux exemples? Robert Badinter a fait abolir la peine de mort en France; Franco Basaglia a fait fermer les asiles psychiatriques en Italie. Ni l'un ni l'autre n'a agi seul, mais ces hommes-là ont contribué de façon essentielle à un «faire» différent. Un troisième exemple? Une armée de Badinters et de Basaglias à l'assaut de cette tache aveugle qu'est la guerre, s'appuyant en toute liberté sur une analyse soignée des mécanismes d'entretien, y compris esthétiques, de cette menace permanente d'apocalypse que représente la guerre. Pas exactement celle de Wertheim mais apocalypse quand même.

que peut faire l'homme. L'esprit humain: ce qui nous permet, parfois, de passer du petit au grand. Deux exemples? Robert Badinter a fait abolir la peine de mort en France; Franco Basaglia a fait fermer les asiles psychiatriques en Italie. Ni l'un ni l'autre n'a agi seul, mais ces hommes-là ont contribué de façon essentielle à un «faire» différent. Un troisième exemple? Une armée de Badinters et de Basaglias à l'assaut de cette tache aveugle qu'est la guerre, s'appuyant en toute liberté sur une analyse soignée des mécanismes d'entretien, y compris esthétiques, de cette menace permanente d'apocalypse que représente la guerre. Pas exactement celle de Wertheim mais apocalypse quand même.

* Intellectuelle indépendante

COMME SI DÉMOCRATIE VOULAIT DIRE: LES PENSEURS ÉCLAIRÉS (CEUX DE L'ÉCOLOGIE) EXPLIQUENT AU PEUPLE CE QUE LE PEUPLE DOIT DIRE AUX CHERCHEURS DE CHERCHER.

C'est tout à fait différent dans mon cas!

Le révélation du conseiller administratif Vert Patrice Mugny sur son 4x4 devrait inspirer la politique de son parti.

CHANTAL BALET*

Dernière nouvelle: Patrice Mugny, conseiller administratif Vert de la Ville de Genève, est détenteur d'un 4x4. «J'ai toujours eu une petite jeep à la montagne. En hiver, avec la neige, un autre véhicule ne passerait pas. C'est une Toyota 4x4 d'occasion, immatriculée en Valais, explique-t-il. Je défie quiconque de me voir avec un 4x4 en ville, où je me déplace toujours à vélo», précise-t-il (*Tribune de Genève du 26.01.2010*). Choquant? Mais non, cela mérite au moins deux satisfecit. D'abord parce que M. Mugny est propriétaire d'un appartement en Valais, à Mase, ce qui est indéniablement une preuve de goût. Et ensuite, parce qu'en se justifiant de posséder un 4x4, il démontre qu'il n'est pas dogmatique, rigide, obsessionnel. (Bon, soit dit en passant, j'habite le Valais et je m'y ballade un peu partout depuis toujours et, comme une majorité de Valaisans, je n'ai jamais eu besoin d'un 4x4. Ce doit être une question d'habitude. Mais ce n'est pas le thème.) Plutôt que de l'accuser d'inconséquence je préfère le féliciter d'avoir constaté qu'il pouvait être utile de conduire un 4x4 et d'assumer ses choix personnels. Mais encore un petit effort d'imagination, M. Mugny, et nous serons complètement

d'accord. Pour vous faciliter la tâche, prenons un exemple. Une famille de classe moyenne, propriétaire d'un appartement de vacances difficilement accessible l'hiver, possède un vieux 4x4 d'occasion. Jusque-là, même les Verts sont d'accord. Cette famille n'habite toutefois pas en ville de Genève mais dans un village du gros de Vaud. Pour faire encore plus vrai, imaginons que la mère, après avoir déposé les enfants chez une maman de jour dans un village voisin, se rende à son travail à Lausanne. Impossible de le faire à vélo. Encore d'accord M. Mugny, j'espère. Vous n'obligerez quand même pas cette famille à faire les frais d'une seconde voiture pour la ville? Ce serait écologiquement inutile, socialement injuste, définitivement absurde.

Morale de l'histoire: il n'y a que des cas particuliers, des gens qui ont mille et une très bonnes raisons de détenir telle ou telle voiture. Les Verts pourraient retirer leur initiative anti 4x4. M. Mugny saura les convaincre. (Service de presse du PLR)

* Comité exécutif du PLR

PLUTÔT QUE D'ACCUSER PATRICE MUGNY D'INCONSÉQUENCE JE PRÉFÈRE LE FÉLICITER D'AVOIR CONSTATÉ QU'IL POUVAIT ÊTRE UTILE DE CONDUIRE UN 4X4 ET D'ASSUMER SES CHOIX PERSONNELS.

Telefonica: Tough call

FIONA MAHARG-BRAVO AND UNA GALANI

breakingviews.com

A new year, a new bout of speculation that Telefonica might buy Telecom Italia. Ever since the Spanish telecoms operator took an indirect minority stake in its Italian peer in 2007, rumours have surfaced every few months only to evaporate amid swift denials. The latest excitement has a certain intensity. But it too looks set to ease. Italian shareholders do seem more amenable to a deal. Marco Fossati, one of Telecom Italia's biggest shareholders, has trumpeted the «industrial benefits» of a merger between the companies, saying he might even accept Telefonica shares, according to Bloomberg. Other Telecom Italia investors may also be more open to a transaction amid frustration with the group's underperformance. Five years ago, one Telefonica share was worth five Telecom Italia shares. The ratio today is nearly one to 16. A combination has some logic. The enlarged group would be much better placed in emerging markets such as Brazil. Telecom Italia, the number three mobile player in the country, has been constrained from investing in growth because of its 35 billion euros of debt. ■

Vous avez bien dit taxes causales?

L'heure de l'inventaire systématique a sonné. Car le chef d'entreprise est en droit de savoir de façon exhaustive ce qui pèse sur ses comptes.

La fiscalité – celle des entreprises ne fait pas exception – est comme une hydre. Immortelle parce que douée d'une diabolique capacité de régénération. Vous lui coupez un tentacule, un autre repousse. Vous vous escrimez à abolir des impôts décourageant la création d'emplois, l'Etat trouve le moyen de multiplier les compensations pour ses recettes perdues. L'exemple des taxes causales en est l'une des plus récentes démonstrations. Tous les échelons de la fiscalité helvétique sont concernés. Le côté le plus pernicieux tient à l'ignorance de l'existence de ces taxes, et donc de leur poids pour les PME comme pour les multinationales. D'ailleurs, la définition de la taxe causale n'est pas des plus éclairantes, sauf pour le fiscaliste averti. Quant au citoyen curieux, il aura vite fait le non-tour de la question: avec seulement 384 mentions sur internet, le sevrage du savoir est vite garanti!

On y découvre néanmoins un fourre-tout rempli de taxes dites de préférence – pour mémoire le règlement «City Management» contre lequel se battirent naguère les commerçants lausannois –, de taxes de surveillance

du blanchiment dans le secteur non-bancaire, de taxe liée à la licence pour le commerce de gros de boissons distillées. De taxes vertes, notamment en matière d'épuration des eaux et d'élimination des déchets, sacs-poubelles compris. De taxes de remplacement qui pèsent sur les propriétaires de résidences en régions touristiques, de taxes de séjour, etc. Or ce foisonnement est lié, au moins pour partie, à la faiblesse des exigences concernant leur base légale. Dès lors que le principe de causalité est postulé et que la couverture des coûts est garantie, la taxe causale est parée d'une aura de légitimité. C'est donc peu dire que l'heure de l'inventaire systématique a sonné. Car le chef d'entreprise est en droit de savoir de façon exhaustive ce qui pèse sur ses comptes. Le citoyen qui sommeille rarement en lui trouvera alors les ressources pour mener une nouvelle bataille d'endiguement. (Newsletter FER Genève)

PIERRE WEISS
FER Genève



LE CÔTÉ LE PLUS PERNICIEUX DE CES TAXES DITES DE PRÉFÉRENCE TIENT À L'IGNORANCE DE LEUR EXISTENCE. ET DONC DE LEUR POIDS POUR LES PME COMME POUR LES MULTINATIONALES.